

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

ÉDITORIAL

ATTENTION!

Si vous lisez ces lignes, vous devriez vous inquiéter. L'agent qui a infiltré le comité de rédaction de *Pages de Gauche* sait qu'en vous abonnant à notre journal, vous êtes coupable d'activisme dangereux pour la stabilité du système. N'espérez jamais trouver un emploi chez Nestlé ou Securitas. Le scandale des fiches vous faisait peur? Ne vous inquiétez pas, le système d'espionnage du citoyen a été privatisé et il sera maintenant plus efficace. Nous vous proposons donc un petit guide pour échapper à l'oeil de Sauron et rester blanc comme neige vis-à-vis des puissants.

Premièrement, évidemment, abandonnez le militantisme. Non seulement des manifestants sont payés pour photographier ceux qui osent défilier, mais les comités de grève comportent de nombreux espions des employeurs. Si vous êtes dans un parti de gauche, observez bien les faux militants, faites des recherches internet sur tous les gens avec qui vous collaborez pour être sûr-e qu'ils existent. Si quelqu'un veut vous poser une question ou lutter pour une cause qui vous semble juste, demandez-lui sa carte d'identité et faites un test ADN.

Deuxièmement, détruisez vos comptes *Facebook*, *MSN*, *Skype*, etc. Si vous êtes vraiment obligé d'envoyer des e-mails, n'utilisez pas certains mots clés comme Nestlé, Ben Laden ou Attac. Sortez des *mailing-lists* d'organisations humanitaires ou anticapitalistes. Brûlez votre carte cumulus ou autres.

Bref, travaillez et taisez-vous, ou achetez une multinationale (une équipe de contre-espionnage en cadeau si vous achetez dans les dix jours). Nous sommes tous observés et analysés en permanence, mais cela ne nous choque que lorsque nous nous rendons compte des méthodes. Il ne s'agit donc pas seulement pour nous d'ouvrir les yeux, mais aussi de fermer ceux du fric.

Rédaction



Les aspects les plus visibles de la crise alimentaire actuelle sont les «émeutes de la faim» qui ont récemment éclaté aux quatre coins du globe. Nous sommes ici au Mexique qui connut de telles émeutes dès le début de l'année 2007 en raison de l'augmentation vertigineuse de la tortilla, aliment de base des classes populaires.

DOSSIER: CRISE ALIMENTAIRE

La faim au sein de l'abondance

950 millions de personnes dans le monde sont en état de sous-alimentation, et ceci à l'orée du XXIème siècle, après des décennies de révolutions «vertes», des siècles développement des techniques agricoles et de croissance économique effrénée. L'accumulation de capital à l'échelle mondiale n'a jamais été aussi importante et pourtant le capitalisme se révèle incapable de résoudre le problème le plus basique de l'humanité : nourrir les êtres humains. Bien loin d'être le résultat d'une surpopulation par rapport à des ressources rares (comme certains malthusiens des temps modernes le prétendent encore), la faim d'un sixième de l'humanité est très directement le résultat de l'organisation économique centrée autour du profit et des politiques commerciales qui appuient celle-ci.

Dans ce dossier *Pages de gauche* cherche à vous amener des faits, des informations et des réflexions autour de cette crise alimentaire, tant dans sa dimension « immédiate » que dans ses cause structurelles.

Réd.

Suite du dossier, pp. 5-10.

International
Le SPD
déboussolé par
Die Linke.

Page 11

National
Ecole: la fausse
piste du libre-
choix.

Page 12

Mémoire
L'actualité de la
pensée de Sal-
vador Allende

Page 15

Moritz et l'art de se dribbler soi-même

Un ballon d'essai quelques jours avant le coup d'envoi de l'Euro-foot. Voilà que le «camarade Moritz» se prend pour un renard des surfaces médiatiques, pour le Ronaldo du Conseil fédéral ou le Maradona du Rail. En prenant tout le monde à contre-pieds, il ne propose pas moins que SA solution pour financer la 3ème voie CFF entre Lausanne et Genève: privatiser, un peu, les CFF. Croyant bien faire en s'inspirant des projets de sa voisine, la Mannschaft allemande, Moritz se voyait-il facilement remporter la partie avec une telle virtuosité?

Rejetant toute stratégie collective, Moritz n'en a même pas parlé à son équipe, le PS. De toute manière, sa formation n'aurait pas été d'accord, avec ce nouveau capitaine qui défend des gens qui se lèvent tôt pour aller gagner leur pain... ou pour contrer les projets de privatisation du Conseil fédéral.

Pour Moritz, qu'importe que tous les pays qui se sont embourbés sur la voie de la privatisation du rail fassent, tant bien que mal, marche arrière (cf. p.11). Qu'importe l'histoire économique récente qui enseigne à notre pays de ne pas appliquer les potions magiques sorties des laboratoires d'un néolibéralisme extravagant. Qu'importe les risques accrus pour le personnel et les usagers. Qu'importe la remise en cause de l'accessibilité des régions périphé-

riques. Qu'importe la privatisation des profits et l'étatisation des pertes.

Qu'importe qu'il ose évoquer une piste de privatisation alors que le conflit avec CFF Cargo n'est pas réglé. Ah oui, sur ce coup, il a dribblé tout le monde, laissant son attaquant central Andreas (remplaçant Benedikt, en fin de contrat et transféré à l'Euro08) persister avec une tactique inadéquate car ne tenant pas compte des autres joueurs...

Pour Moritz, qu'importe aussi le «qu'en dira-t-on». De toute manière, cela fera causer un peu. Et s'il n'y a pas d'adhésion à l'idée, il sera toujours possible de dire que c'était un witz, une *moritzerie*... Ce qui fut fait le lendemain, devant des milliers de téléspectateurs interloqués. Un bel autogoal.

La feinte de corps n'a pas réussi, un concert de lazzi s'est abattu sur ce cher Moritz. Après avoir piqué vers le centre, l'ailier droit doit botter en touche et reconnaître le carton jaune que lui tendent syndicats, population et autorités.

Vivement la fin de ces jeux du cirque et, souhaitons-le, la fin des *moritzeries*. Car, ballon d'essai ou non, les défenseurs des services publics doivent sans cesse remonter sur le terrain afin que les privatisations soient définitivement sifflées hors jeu.

Stéphane Montangero

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Abonnement annuel: Fr.49.-
Abonnement de soutien: Fr.130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chô-m-euse-ur-s): Fr.29.-
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Benoît Gaillard, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Cyril Mizrahi, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Julien Wicki, Lausanne

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Attention!
- 2 Moritz et l'art de se dribbler soi-même
- 3 L'UDC entre guerre de succession et guerre de sécession
- 4 «La paix du travail se mérite»
- 5 à 10 Dossier: crise alimentaire
- 11 Allemagne: «A gauche toute?»
- 12 L'attrape-nigaud de l'école en libre-service
- 13 Vaud: quel bilan tirer de la campagne syndicale sur Decfo/Sysrem?
- 14 Teen city à la recherche de l'adolescence
- 15 Salvador Allende: Une pensée politique pour notre temps
- 16 La dernière – Agenda



L'UDC entre guerre de succession et guerre de sécession

L'échec retentissant en votations fédérales le 1er juin, les scissions internes en cours et les attaques publiques contre Christoph Blocher et les caciques de l'UDC zurichois montrent un parti en perte de vitesse. Baisse de régime passagère ou crise structurelle?

Parti autoritaire par excellence, l'Union démocratique du centre (UDC) n'a pas eu ces dernières années l'habitude d'avancer en ordre dispersé, voire de s'enfoncer dans la cacophonie. C'est pourtant ce que l'on constate depuis plusieurs semaines. Les dirigeants romands oscillent entre leurs revendications publiques d'une plus grande autonomie communicationnelle par rapport à «Zurich» (Yves Nydegger) et la stupéfaction face à la perte d'emprise de leur parti sur l'agenda médiatique et politique helvétique (Yvan Perrin). Dans la presse alémanique, Peter Spuhler, l'autre self-made man devenu milliardaire, indique à Christoph Blocher en des termes à peine voilés la porte de sortie. Quant à une partie des poids lourds de la section bernoise, elle a préparé en toute transparence la scission. Il s'agit pourtant de la section la plus ancienne du Parti des artisans, paysans et bourgeois (PAB), devenu l'UDC en 1971. Elle s'est en effet constituée en septembre 1918 suite à la vague antisocialiste qui s'empare des campagnes et de la petite et grande bourgeoisie suisse, en particulier à Berne et à Zurich, à la fin de la Première Guerre mondiale dans le contexte de la grève générale.

Difficile de savoir où tout cela mène. Les deux guerres qui sont actuellement en cours à l'UDC ou qui s'annoncent – celle pour la succession de Blocher et celle de sécession – méritent néanmoins que l'on tente d'en apprécier la portée potentielle.

RECULER POUR REVENIR?

La guerre de sécession d'abord. Regroupés autour du conseiller fédéral Samuel Schmid, les frondeurs de la section bernoise de l'UDC répondent au nom de «groupe de Bubenberg». Leur objectif: fonder - avec le Parti bourgeois suisse (PBS) - un nouveau

parti. En politique comme ailleurs, les noms sont rarement le fruit du hasard. Le patricien Adrian von Bubenberg, membre du puissant Petit Conseil (exécutif) de Berne au 15ème siècle, se fait expulser de cet organe en raison de son hostilité à l'alliance entre Berne et la France

...l'absence d'un véritable leader de rechange capable d'intégrer les deux ailes de l'UDC...

contre le duc de Bourgogne. Toute activité politique lui est interdite. Désigné commandant de Morat en guise de représailles, Bubenberg résiste pourtant aux assauts des troupes bourguignonnes. Ce fait de guerre jette les bases de l'offensive bernoise qui se solde par les victoires à Grandson, puis à Nancy. Bubenberg est réhabilité. Il devient président de la Ville de Berne.

Si l'histoire est leur principale source d'inspiration, les frondeurs de l'UDC bernoise qui, au moment de la sortie de presse de ce numéro de *Pages de gauche*, auront très probablement quitté leur section, entendent bien reprendre le dessus à moyen terme. Après avoir gagné des batailles électorales, notamment contre ce qui constitue fondamentalement toujours leur propre camp. Cette stratégie semble être la même dans les autres cantons où la récente décision des caciques de l'UDC suisse d'exclure sa section grisonne provoque des scissions dans les Grisons et dans le Canton de Glaris. Dans un avenir proche, leur départ affaiblira sans aucun doute l'UDC dans ces cantons et aura également un impact sur l'électorat le moins radicalisé dans d'autres.

C'est pourtant dans la durée que les conséquen-

ces réelles pourront être mesurées. Aux victoires rapides des Etats fédéraux du Sud des Etats-Unis au début de la Guerre de sécession (1861-1865), a succédé une série de défaites finissant par leur écrasement par les Etats du Nord; ceux qui tiennent en main ce qui constitue depuis toujours le véritable nerf de la guerre: les industries, les finances et les technologies modernes.

LE ROI EST MORT, VIVE LE ROI?

La guerre de succession ensuite. Ici, l'image est encore davantage brouillée. L'enjeu est pourtant de taille. Principal bailleur de fonds de l'UDC, industriel et financier puissant et incarnation de la ligne idéologique majoritaire de son parti, Christoph Blocher a jusqu'à présent su éviter toute tendance centrifuge interne, voire l'émergence d'un véritable dauphin. Il a notamment permis à l'UDC de maintenir un équilibre fragile entre son aile d'extrême-droite purement idéologique – représentée par des Christoph Mörgeli ou des Oskar Freysinger

– et son aile économique comparativement plus modérée dont le patron thurgovien Peter Spuhler voire, en Suisse romande, le conseiller national fribourgeois Jean-François Rime sont les porte-parole.

Depuis son éviction du Conseil fédéral, Blocher a perdu de son aura y compris parmi ses propres troupes. Il tient certes toujours les cordons de la bourse et peut être considéré comme le principal artisan des succès de son parti. Mais jusqu'à quand? En l'absence d'un véritable leader de rechange capable d'intégrer à son tour les deux ailes de l'UDC, la sortie de scène de Christoph Blocher ou seulement sa perte d'emprise sur la politique suisse mettront le parti face à une situation très délicate qui pourrait rapidement dégénérer en guerre de succession fratricide. D'autres formations politiques d'extrême-droite dont notamment l'Action nationale de James Schwarzenbach en ont fait l'expérience.

Philipp Müller

SECURITAS INFILTRE ATTAC



«La paix du travail se mérite»

Après la récente victoire d'UNIA dans la construction et avant son congrès d'automne, Andréas Rieger, coprésident du syndicat, fait le point.

work: Votre mandat à la tête d'Unia a été placé sous le signe du conflit dans la construction. Vous attendiez-vous à ce genre de choses?

Andreas Rieger: La confrontation dans le secteur de la construction a été un baptême du feu pour Unia. L'affaire a pris une signification qui dépassait les limites du secteur concerné.

Etes-vous satisfait du résultat?

Oui. Nous avons surmonté l'épreuve. A la grande surprise de beaucoup de gens, qui s'attendaient à ce que des conflits internes éclatent. Et à ce que nous y laissions des plumes, et que nous finissions par céder. Les mobilisations que nous avons organisées ont été longtemps considérées comme des mises en scène. Après coup, tout le monde a dû admettre que ce n'était pas du cinéma. Ce n'était rien d'autre que des ouvriers du bâtiment qui se défendaient.

Les entrepreneurs avaient annoncé leur but: «Plus de liberté pour les patrons, moins de conventions collectives de travail (CCT)». Ce projet est-il maintenant enterré?

Les patrons continueront à poursuivre cet objectif. Mais le marché du travail n'est pas n'importe quel marché. Une CCT prévoit des règles pour que tous soient logés à la même enseigne et que la concurrence ne conduise pas à une sous-enchère. Une partie des entrepreneurs croit à ce genre de CCT et au partenariat social. Ils peuvent s'estimer confirmés dans leurs vues après le conflit dans la construction. Mais il y a des entrepreneurs qui croient pouvoir obtenir la paix du travail à moindres frais avec des CCT vidées de leur substance. Ceux-ci devraient réfléchir à l'issue du conflit. Ils doivent comprendre que la paix du travail ne se conçoit pas sans convention collective.



Mais la substance des CCT n'est-elle pas menacée par l'augmentation du travail temporaire dans tous les secteurs?

Ce danger existe. C'est pourquoi nous négocions pour inclure les travailleurs temporaires dans les conventions collectives, et pas seulement comme jusqu'à présent, dans celles qui ont force de loi. Il sera encore plus difficile de régler d'autres formes de travail précaire, comme le faux statut d'indépendant ou le travail sur appel. Nous devons clairement fermer la porte à ce genre de pratiques.

Est-ce que cela donne raison aux membres d'Unia au Tessin qui réclamaient un syndicat encore plus combatif, qui cherche davantage le conflit?

Un syndicat qui ne peut pas organiser une grève n'est pas pris au sérieux. Il ne peut pas remplir à long terme son objectif d'améliorer les conditions de travail. Un syndicat incapable de recourir à la grève, c'est comme une équipe de football incapable de tirer des penaltys. Mais de même qu'il n'y a pas que les penaltys dans le football, il n'y a pas que la grève dans le travail syndical.

Ces militants tessinois ont donc tort?

Notre travail, au Tessin comme ailleurs, consiste pour 95% à être auprès des gens sur

leur place de travail, sur le terrain, pour garder des contacts, informer, conseiller, mener des combats juridiques, négocier et contrôler l'application des conventions collectives. Tout cela n'est pas très sexy en termes médiatiques, personne n'en parle, mais c'est le cœur du travail syndical.

Les syndicats sont-ils donc, comme l'affirment ironiquement les Tessinois, « les services sociaux du pays »?

Non. Nous concevons les problèmes d'un point de vue collectif et voulons – à la différence d'un bureau d'aide sociale – trouver des solutions collectives. Mais nous n'avons pas honte non plus, par exemple, d'être la plus grande source d'information pour les migrantes et les migrants des couches sociales défavorisées. Nous ne sommes ni une agence d'organisation de grèves, ni un bureau d'aide sociale. Nous défendons et soutenons des gens dans des situations de travail individuelles et concrètes. L'accompagnement individuel et l'organisation collective des membres, comme la mobilisation et la négociation, forment un tout. Séparer les deux choses n'a pas de sens.

Unia va au devant de son premier congrès ordinaire après la fusion. Quels enseignements tirez-vous des quatre premières années?

Je pense pour ma part que la fondation d'un syndicat interprofessionnel s'est avérée une bonne opération. Cela se voit aussi dans le conflit sur la CCT du bâtiment: nous avons été plus fort qu'à l'époque du SIB. Ensuite, il faut nous interroger sur nos positions. Nous devons discuter de notre orientation à long terme lors du congrès.

Vous ne prévoyez donc pas de grand conflit de positions lors du congrès?

Nous verrons. Nous avons un thème central: l'extension des conventions collectives. On dit de la Suisse qu'elle est le pays du partenariat social, des conventions collectives, pas des lois. Mais il n'y a pas encore de conventions collectives ni de salaires minimaux pour la moitié des salariés. C'est pourquoi nous avons comme objectif des CCT pour tous.

Et les revendications des femmes d'accéder à davantage de pouvoir?

En même temps qu'elle rajeunira, la direction se féminisera aussi un peu.

Seulement un peu? Les femmes d'Unia réclament publiquement quatre représentantes au Comité directeur.

Comme nous sommes essentiellement ancrés dans l'industrie, la construction et le secteur secondaire en général, la proportion de femmes n'est que de 19 pour cent au sein de nos membres. Pour la direction, il y a déjà un quota supérieur, puisqu'il est actuellement de 25 pour cent. Nous avons pour objectif de renforcer la présence d'Unia auprès des femmes, en particulier dans le secteur des services. Il faut donc également plus de femmes à la direction.

work, 22.05.08

Traduction: Benoît Gaillard

DOSSIER: CRISE ALIMENTAIRE

Le juteux marché de la faim

Début 2008, ce spectacle que beaucoup croyaient révolu est à nouveau présent des émeutes de la faim (voir reportage p.7). L'augmentation farouche du prix des biens alimentaires de base crée une situation dans laquelle des millions de personnes ont faim. Ils viennent s'ajouter aux 950 millions déjà sous-alimentés.

La crise alimentaire mondiale nous oblige à réfléchir sur les structures économiques de notre société. Car cette crise n'est pas le résultat d'une pénurie, d'un manque réel de nourriture ou de terres agricoles, elle est d'abord une crise des politiques commerciales et agraires capitalistes, ainsi que de la distribution des biens alimentaires.

Du côté de la demande, l'élévation du niveau de vie dans certains pays comme la Chine ou l'Inde conduit à une augmentation de la consommation de viande, qui est particulièrement gourmande en céréales. Mais cet accroissement de la demande n'a un effet important que parce qu'elle s'ajoute aux niveaux extrêmement élevés atteints par les pays dits «développés». La surconsommation du Nord est une cause de la famine au Sud (voir article p.10).

C'est du côté de l'offre surtout qu'il faut chercher les principales causes de la crise alimentaire. D'abord dans la répartition inique des moyens de production (la terre, les outils agricoles, etc.) à l'échelle de la planète. Les petits paysans, souvent sans terre, sont les premières victimes de la faim dans le monde. Les politiques

commerciales (voir article p.x) imposées par les organisations internationales ont conduit à des politiques absurdes tant sur le plan social qu'écologique, détruisant l'agriculture vivrière et imposant la monoculture de produits d'exportation (café, par exemple)... Résultats: des pays comme les Philippines ne produisent plus assez de riz pour nourrir leur population. Et subissent aujourd'hui de plein fouet la hausse des prix des matières premières. A cela s'ajoutent des mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques, mais aussi une tension qui commence à exister du fait de l'utilisation des terres pour produire des agro-carburants: les voitures plutôt que la nourriture.

Dans la perspective du capitalisme mondialisé, le but d'un producteur est de générer le maximum de profits sur le marché international. Il agira donc indépendamment de la

demande vitale de certains biens à l'intérieur de son pays. C'est ce qui se passe actuellement dans le domaine de l'agriculture, qui, à l'échelle mondiale, est organisée selon une stricte logique capitaliste. La production alimentaire ne vise pas à satisfaire des besoins humains, mais est un simple secteur d'activité économique. Il est d'ailleurs particulièrement rentable si l'on en croit les statistiques qui montrent une forte augmentation des profits des multinationales de l'industrie agro-alimentaire. Les opérateurs financiers ne s'y trompent pas non plus qui interviennent désormais sur le marché des biens alimentaires dans une optique spéculative (voir article p.6): le profit plutôt que la nourriture.

Les raisons qui amènent à cette crise risquent donc fort de se prolonger à l'avenir. Ceci ne rend que plus nécessaire une reconstruction du système agri-

cole au niveau mondial: celui-ci doit replacer au centre de ses priorités l'alimentation de la population. Une reconnaissance de la souveraineté alimentaire est un premier pas dans cette direction: elle permet de protéger les agricultures vivrières et rend aux gouvernements nationaux un «espace d'autonomie» en matière d'agriculture. La reconstitution de stocks publics de nourriture afin de lutter contre les famines, en régulant le niveau des prix, est également une priorité, pourquoi pas au niveau international sous l'égide des Nations-Unies? Un moratoire sur les agro-carburants, comme proposé par Jean Ziegler, semble également nécessaire dans l'immédiat. A plus long terme, la réforme agraire reste l'objectif, pour un monde plus juste, qui arrive à nourrir ses habitants.

*Romain Felli et
Chantal Peyer*

Les politiques de la faim

Pour comprendre la crise actuelle, il faut l'appréhender en terme de politique agraire.

6

Reportage en Côte d'Ivoire

Entre tensions politiques et sociales, les émeutes de la faim ébranlent le système ivoirien.

7

Les chiffres de la faim

Sur une double page, nous vous proposons quelques unes des caractéristiques d'un système agro-alimentaire dérégulé.

8-9

Maîtriser notre alimentation

Sous-alimentation du Sud et sur-alimentation du Nord, les deux faces d'une même médaille?

10



Port-au-Prince, le lendemain des émeutes qui éclatèrent au printemps 2008.

DOSSIER: CRISE ALIMENTAIRE

Les politiques de la faim

Contrairement à ce que de nombreux discours nous font croire, la crise alimentaire actuelle n'est pas un problème de quantité. Elle est d'abord un problème de politique agricole. Elle marque l'échec du modèle de la révolution verte, ainsi que des politiques encouragées depuis trente ans par la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et l'organisation mondiale du commerce (OMC).

Miges Baumann et
Chantal Peyrer

Dès les années 70, beaucoup de pays en développement ont dû abandonner leurs programmes de recherche et de soutien à l'agriculture dans le cadre des politiques d'ajustement structurel. La notion de sécurité alimentaire est passée au second plan. Et les mesures visant à constituer des réserves de nourriture pour stabiliser les prix, par exemple, ont dû être abandonnées sous la pression des bailleurs de fonds. Dans les années 90, les accords de l'OMC ont entraîné une deuxième vague de libéralisation. Les gouvernements des pays en développement ont supprimé les taxes douanières et ouvert leurs marchés aux importations étrangères. Le résultat a été double. Premièrement, les marchés locaux ont été inondés de produits subventionnés des pays riches. Au Cameroun par exemple, des milliers d'éleveurs ont été ruinés par l'importation de poulets surgelés. Vendus 1.5 fois moins cher, grâce aux subventions à l'exportation de l'Union européenne, ces poulets ont entraîné un dumping des prix auquel les aviculteurs locaux n'ont pu faire face.

La seconde conséquence des accords de l'OMC a été d'encourager l'agriculture d'exportation. Au lieu de soutenir les cultures locales, les gouvernements ont encouragé la production d'aliments et de matières premières pour l'exportation vers les pays industrialisés. Résultat de cette évolution: aujourd'hui 70% des pays en développement sont devenus des importateurs nets d'aliments de base. La sécurité alimentaire n'est plus garantie et les économies sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix sur le mar-

ché mondial.

Aujourd'hui, on estime à 100 millions le nombre de «nouveaux pauvres» qui vont s'ajouter aux 950 millions de personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique. Ces nouveaux pauvres ne peuvent plus acheter les aliments de base, devenus trop chers. Alors, dans cette crise, qui sont les gagnants?

LES GAGNANTS DE LA CRISE

Au Sommet de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui s'est tenu début juin à Rome, les producteurs des pays en développement ont dénoncé l'opacité et les dérives d'un système qui a transformé la nourriture en simple bien marchand. L'exemple de Banyat Thongdeenok, paysan de Chiang Rai (nord de la Thaïlande), est parlant: l'année dernière, il obtenait 10'000 bhts pour une tonne de riz. Cette année, le prix payé aux paysans a chuté à 9'600 bhts, alors même que les consommateurs thaïlandais payent le riz

trois fois plus cher. Pour s'opposer à cette chute des prix, Banyat Thongdeenok a bloqué, avec 1'000 autres riziculteurs, une route nationale le 12 mai. Sans résultat. Comment expliquer que les paysans touchent moins, alors que les consommateurs paient trois fois plus? Il y a bien sûr la spéculation qui s'est développée au rythme de la crise (voir encadré). Il y a également les profits décuplés des sociétés transnationales de l'agro-alimentaire. Cargill, par exemple, est le plus grand négociant de céréales au monde. La firme «achète les matières premières, par exemple blé, orge et maïs, graines de colza et de tournesol, auprès des coopératives et négociants. Puis assure l'acheminement par camions, trains, péniches et navires à destination de ses clients et des usines de transformation de Cargill» (citation du site www.cargillfrance.com). Un commerce hautement profitable puisqu'au cours du premier trimestre de 2008, en pleine crise alimentaire, les profits de Cargill ont augmenté de 86%. Les autres

firmes ne sont pas en reste. En 2007, début de la crise, les profits d'ADM (soja, blé et cacao principalement) ont augmenté de 67%, ceux de Congara de 30% et ceux de Bunge de 49%. Même phénomène dans le secteur des engrais: Mosaic Corporation, une filiale de Cargill qui contrôle une part importante de la production mondiale de potasse (un engrais) a doublé ses bénéfices l'an dernier [chiffres issus de l'article «Making a killing from hunger», publiés par l'organisation GRAIN (Genetic Resources Action International), www.grain.org].

Face à cette marchandisation de l'alimentation, il est nécessaire de replacer les agriculteurs, et la notion de souveraineté alimentaire au centre des réflexions. Une exigence défendue depuis des années par des associations paysannes et des organisations non-gouvernementales, mais que les chefs d'Etat, réunis début juin à Rome, n'ont toujours pas entendue. Pourtant, il y a urgence.

Spéculé-e-s!

L'offre et la demande sont à la base du mécanisme de fixation des prix, et les denrées alimentaires n'échappent pas à cette règle. Par contre, il est possible de fausser la réalité et la spéculation sur les matières premières est un puissant catalyseur de flambée des prix, lui donnant une part artificielle. Lorsque les investisseurs en quête de gros profits à court terme se retrouvent avec de grandes masses de capitaux à investir en période de crise, ils sont en recherche de valeurs sûres. Si la demande alimentaire croît plus vite que l'offre, les prix vont augmenter et il y a des profits en vue: tant pis si c'est sur la misère du monde.

Les spéculateurs utilisent des produits dérivés, notamment des futures. Il s'agit de contrats qui vous permettent d'acheter déjà maintenant des aliments qui s'échangeront au fait plus tard. Vous décidez donc maintenant du prix futur de

l'objet du contrat. Par ce biais là, vous donnez un signal aujourd'hui: vous achetez non seulement le blé disponible maintenant, mais aussi celui qui sera disponible demain. Vous ajoutez à la demande actuelle celle de demain. Un mouvement massif de grands fonds d'investissement dans cette direction ne peut aboutir qu'à une hausse des prix. Ensuite, les riches spéculateurs encaisseront leurs profits: si ils ont pu s'enrichir aussi vite sans produire quoi que ce soit, il n'est pas difficile de savoir qui leur a payé ce tribut.

Les défenseurs du mécanisme de marché vous diront du bien de ce système car il incite les producteurs à produire davantage. Théoriquement oui. Pratiquement, cela veut dire que plus de gens meurent.

DOSSIER: CRISE ALIMENTAIRE

Émeute de la faim en Côte d'Ivoire: les raisons de la colère

Alors que les cas du Sénégal et du Burkina Faso ont fait les grands titres des journaux, la Côte d'Ivoire a elle aussi connu des «émeutes de la faim» en avril. Si la situation politique semble sur en voie de se normaliser, des tensions sociales resurgissent.

*Correspondance d'Abidjan,
Mathieu Gasparini*

Du lundi 31 mars au mercredi 2 avril, plusieurs manifestations contre le prix élevé des aliments de base ont éclaté en Côte d'Ivoire. A Abidjan, chaque district a connu des manifestations. Elles ont été violentes au point de compter plusieurs dizaines de blessés et deux morts, suite aux mesures des forces de l'ordre pour les disperser.

Dans le district populaire de Yopougon, les commerçantes de plusieurs quartiers,

...les femmes, aidées de jeunes, ont été les principales actrices de la crise...

aidés de jeunes gens, ont bloqué la voie principale. Le visage peint en noir, équipées de boîtes et de morceaux de bois, ces femmes sont sorties tôt le matin pour manifester contre la hausse des prix. Plusieurs pneus ont été brûlés et des voitures malmenées. Les manifestant-e-s bloquaient totalement le transit autoroutier. Les forces de l'ordre sont intervenues en nombre pour les disperser, en usant de gaz lacrymogène et de tirs de dissuasion et en n'hésitant pas à bastonner manifestant-e-s ou badauds.

Le mouvement s'est ensuite propagé à d'autres quartiers de Yopougon et suite au dispositif déployé par les forces de l'ordre, les manifestant-e-s ont changé de tactique. En effet, ils se sont organisés par petits

groupes, érigeant ça et là des barricades et se cachant dans les maisons et les cours dès l'arrivée de la police.

LES FEMMES SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE

Parmi les revendications scandées et entendues, des «on a faim!» dominaient. Mais des manifestations contre la hausse des prix des produits sur le marché ont également eu lieu dans des quartiers moins populaires, comme celui de Cocody. Là aussi, les femmes, aidées de jeunes, ont été les principales actrices de la crise. Elles n'ont pas hésité à ériger des barricades et à couper les voies d'accès. Certaines femmes se sont même totalement déshabillées, ce qui est considéré comme un geste de grande signification et renforce le caractère important ou dramatique de cette crise.

La fin de la guerre civile (2002-2007), suite à l'accord de Ouagadougou d'avril 2007, a provoqué un grand espoir de paix et de prospérité. Bien que ces deux aspects soient déconnectés - la hausse des prix des produits alimentaires étant essentiellement un phénomène de spéculation à un niveau mondial - beaucoup d'espérances ont été déçues. Ainsi le coût de la vie n'a cessé d'augmenter, avec une hausse particulièrement marquée au début de l'année 2008.

AUGMENTATION DES PRIX ET FRUSTRATION

Le sac de riz est passé d'environ 15'000 à plus de 18'000 Fcfa, le litre d'huile de 650 à 1'000 Fcfa et le kilo de

viande de 1'000 à 2'000 Fcfa (1 CHF = 413 Fcfa), etc. Si les prix ont augmenté, les salaires sont restés les mêmes et les familles s'appauvrissent donc. Les propos d'une manifestante à Cocody, rapportés par le quotidien gouvernemental *Fraternité Matin* (1.4.2008) en témoignent: «ce n'est pas normal qu'il y ait une flambée de prix et que les salaires restent les mêmes. Nous sommes pauvres. On nous dit que la guerre est finie, et maintenant, c'est le marché qui devient très cher. Cela est anormal...». Tout cela est donc à replacer dans le contexte difficile de l'après-guerre. Contexte difficile, car le pays a été littéralement coupé en deux: le gouvernement du Président Laurent Gbagbo contrôlait la partie Sud du pays tandis que la rébellion dirigée par l'actuel Premier Ministre Guillaume Soro contrôlait le Nord. Cette séparation a empêché tout investissement dans les services publics et retardé, de manière générale, toute action publique. De plus, beaucoup d'attentes et de revendications ont été mises sous l'éteignoir par le gouvernement au prétexte, souvent justifié, de la «guerre». Ces manifestations, avant tout contre la faim et la cherté de la vie, sont aussi le fruit de toutes les frustrations dues à la trop longue période troublée qu'a connue la Côte d'Ivoire.

En outre, ce n'est guère commun d'avoir vu surtout les femmes au-devant des manifestations. En effet, si elles gèrent traditionnellement les marchés en tant que commerçantes et l'approvisionnement des familles, cette crise représente

aussi une prise ou re-prise de parole dans une Côte d'Ivoire dominée par les affrontements entre chefs de guerre et leaders de partis politiques.

LES ÉLECTIONS EN ARRIÈRE-PLAN

Cette crise a obligé le Président Gbagbo à prendre des mesures: une baisse de moitié de la TVA (désormais à 9%) et une réduction des droits de douane sur certains produits de grande consommation. Même si le gouvernement promet de surveiller les prix, toutes ces mesures n'auront guère d'effet sur les stocks existants, et il est à prévoir qu'une fois en vigueur, elles profiteront plus aux nombreux intermédiaires qu'aux consommateurs. De plus le prix de l'eau, de l'électricité et du gaz a connu une sensible hausse, ce qui laisse à penser que ce que l'État a donné d'une main, il l'a repris d'une autre, de façon silencieuse.

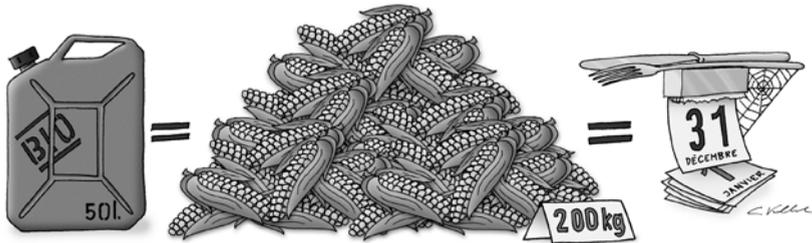
Plus de deux mois après ces manifestations, les prix demeurent toujours élevés, même si la vitesse de la hausse semble s'être ralentie. La perspective de la prochaine et très attendue élection présidentielle (fixée au 30 novembre) oblige également le gouvernement à maintenir la pression sur les prix afin de contenter les futurs électeurs-trices. Il est à espérer que les élections prévues se déroulent au mieux afin que les Ivoiriens retrouvent des institutions et des autorités politiques plus stables et réellement responsables qui pourraient répondre aux attentes de la population.

DOSSIER: CRISE ALIMENTAIRE

En 2008, 950 millions de

La crise alimentaire mondiale est le résultat complexe de multiples facteurs. Voici quelques statistiques frappantes sur cette crise, afin d'en faire

Faire rouler les voitures plutôt que remplir les estomacs



L'utilisation de terres agricoles et de cultures vivrières pour produire du carburant pour les transports est une aberration écologique et sociale. On considère que pour produire un plein de voiture (50 litres) de biocarburant à base de maïs, il faut 200 kg de maïs, ce qui correspond à la consommation annuelle d'un homme (Ziegler, 2008, p. 23). Le développement important des biocarburants fait que de nombreuses terres agricoles ne servent plus à produire de la nourriture.

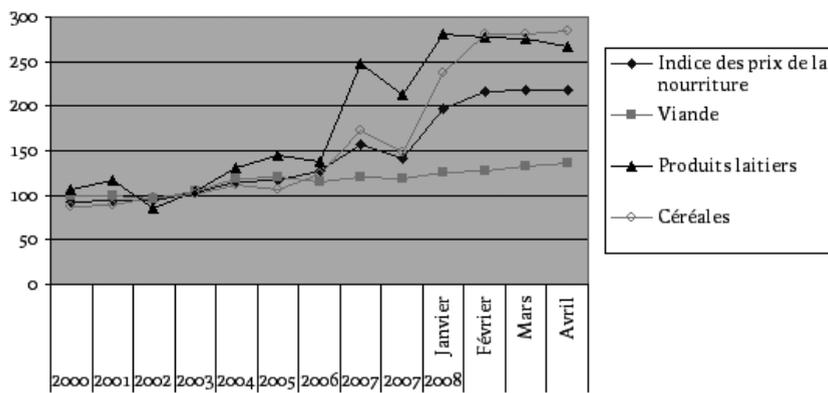
Faim et conflits sociaux



Cartographie: Romain Felli, Pages de gauche, 2008
Sources: Financial Times; statistiques alimentaires de la FAO

Alors que les prix augmentent...

Indice des prix à la consommation



SOURCE: FAO 2008

...tout le monde n'est pas perdant.

La crise alimentaire fait les beaux jours des entreprises capitalistes transnationales qui dirigent l'industrie agro-alimentaire mondiale. Les producteurs d'engrais, les négociants en grains (voir tableau), les géants de l'agro-chimique (Monsanto, DuPont, Syngenta,...), mais aussi les entreprises de transformation (Nestlé, Unilever,...) et les grands distributeurs voient tous leurs bénéfices augmenter dans des proportions énormes.

Bénéfices de certains des plus grands négociants de céréales

Société	Bénéfices en 2007 (millions USD)	Augmentation par rapport à 2006 (%)
Cargill (États-Unis)	2340	36 %
ADM (États-Unis)	2200	67 %
ConAgra (États-Unis)	764	30 %
Bunge (États-Unis)	738	49 %
Noble Group (Singapour)	258	92 %

Source: grain.org, 2008

La via

I
bœuf (Str
lement. L
viande. N
mais bien
kg de viar
5,9kg (Th



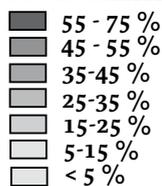
IMPRESSUM:
CONCEPTION, TEXTES ET CARTE: ROMAIN FELLI
ILLUSTRATION: CHRISTIAN VUILLAUD
MISE EN PAGE: JULIEN WICKI

personnes ont faim...

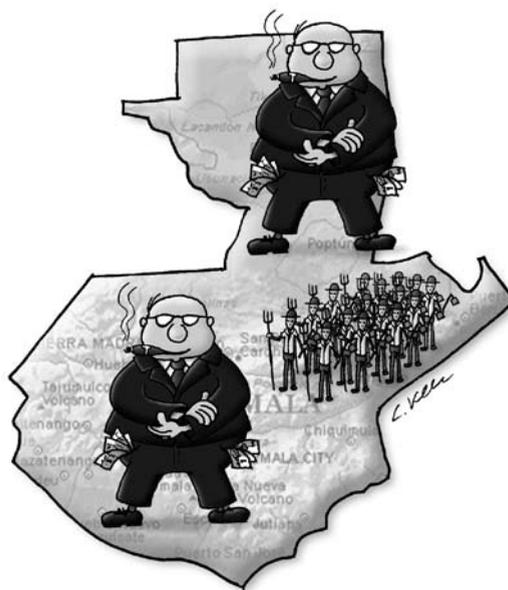
teurs. Sur cette double page, nous vous pro-
ressortir le caractère paradoxal et révoltant.



Part de la population
sous-alimentée (2002-2004)



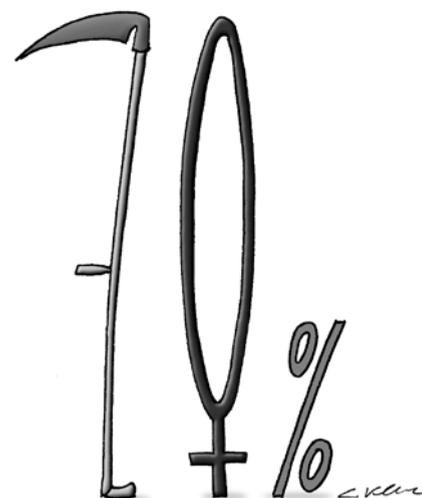
★ Emeutes de la faim en 2008



Quand les petits n'ont rien

Les inégalités extrêmes de répartition des moyens de production, c'est-à-dire, en premier lieu, de la terre, sont responsables de la distribution catastrophique de la production. Au

Guatemala, par exemple, 2% de la population détient 75% des terres. Le résultat est que 90% des paysans disposent de moins de 1 hectare (Ziegler, 2008, p.13). A partir d'une telle surface, leur production est insuffisante pour nourrir leur famille et encore moins pour produire un surplus vendable sur le marché. Il n'est pas étonnant que plus de 70% des personnes sous-alimentées dans le monde soient des petits paysans. Les femmes sont les premières touchées, elles constituent plus des 2/3 des personnes sous-alimentées.



de que mangent les riches est faite du blé des pauvres

Il faut 7 calories sous forme de céréales pour produire 1 calorie sous forme de viande de bœuf (Strahm, 1977, p.80). La production de viande est donc coûteuse écologiquement et socialement. L'accroissement du niveau de vie se traduit par l'accroissement de la consommation de viande. Cependant, le problème n'est pas l'accroissement de la consommation des plus pauvres, mais les niveaux trop élevés de consommation des plus riches. Un Américain consomme 42,6 kg de boeuf par an en moyenne, alors qu'un Indien n'en mange que 1,6kg et un Chinois 1,2kg (The Times of India, 4/5/2008).



SOURCES

Rudolf Strahm, *Pourquoi sont-ils si pauvres?*, La Baconnière/Déclaration de Berne, 1977
Jean Ziegler, *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*, ONU, 2008
Grain, «Le commerce de la faim», avril 2008, www.grain.org/articles/?id=41
FAO, «Food Outlook», mai 2008, www.fao.org/docrep/010/ai466e/ai466e00.htm

DOSSIER: CRISE ALIMENTAIRE

Maîtriser notre alimentation

Le maître mot des organisations luttant contre les inégalités dites «nord-sud» et pour l'abolition de la faim est celui de souveraineté alimentaire. Ce concept défend l'idée que chaque nation a le droit et le devoir d'assurer la sécurité alimentaire de sa population. Pour ce faire, l'intérêt public doit pouvoir si nécessaire primer sur les accords commerciaux. Et c'est bien au niveau de l'Organisation mondiale du

commerce et du lobby industriel agroalimentaire que le bât blesse. Le libre-échange prime sur toutes les considérations destinées à assurer l'auto-suffisance alimentaire.

OGM à les légaliser. Bref, nous avons encore à faire pour ne pas se retrouver à payer son caddie de courses directement à Monsanto.

Pour lutter contre ce phénomène, il faut absolument que le droit à manger à sa faim soit reconnu et que les préoccupations pour la santé de la population mondiale prennent le dessus sur les intérêts économiques de quelques un-e-s. Les pouvoirs publics doivent reprendre à leur charge ces revendications et assumer de ne pas reconnaître les brevets liés à la production de nourriture s'ils mettent en péril la sécurité alimentaire, comme cela a été courageusement fait par certaines nations pour le traitement du VIH par les médicaments antiviraux. Pour que les semences ne deviennent pas inaccessibles par leur prix et que toute production alimentaire ne dépende pas des produits vendus par l'industrie agro-alimentaire, il faut dès maintenant que les pouvoirs politiques nationaux et mondiaux se réveillent et soient prêts à aller à l'encontre des dogmes économiques libéraux qui dominent les lois et accords internationaux actuels.

L'IMPACT DE NOTRE CONSOMMATION

Si nous voulons assurer une indépendance et une production écologique en matière d'alimentation, nous devons pouvoir évaluer les besoins de la population dans ce domaine. Le plus difficile se situe peut-être là. Car si nous calculons le besoin des habitant-e-s en Suisse en prenant le nombre de calories nécessaires à la survie par personne, nous nous rendons bien compte que la consommation

actuelle est bien supérieure à ce compte. Cette surconsommation constitue une partie du problème de la faim dans le monde. En effet, la production alimentaire mondiale suffirait amplement à nourrir chaque habitant-e de la Terre, mais sa distribution est malheureusement concentrée au nord, où nous devons payer un prix plus élevé et donc plus intéressant et où notre comportement nous amène à manger plus que nécessaire et de façon incontrôlée.

Mais cette situation représente également un potentiel d'action. En rationalisant notre consommation alimentaire, nous agissons à la fois sur des échanges commerciaux aberrants et sur notre santé. Et c'est bien ce dernier point qui devrait convaincre l'Etat de prendre des mesures plus importantes pour lutter contre la malbouffe et les troubles alimentaires qui mènent à l'obésité. Le coût engendré par les maladies cardiovasculaires, première cause de décès dans notre pays, pèse lourd dans le bilan général de la santé. Or l'obésité et une alimentation trop riche sont des facteurs de risque déterminants dans la survenue de ces pathologies. Aujourd'hui, l'Etat ne s'investit pas assez dans la lutte contre ces maladies alors qu'il y trouverait son compte au final.

En conclusion, s'il faut défendre un plan de lutte mondial géré par l'ONU pour contrer les accords de l'OMC ou du FMI, nous avons aussi des moyens et devoirs d'actions à mener chez nous et nous pouvons pour commencer réfléchir chacun et chacune à notre propre consommation en termes quantitatifs et qualitatifs.

Stéphanie Pache



Instaurer un droit à l'alimentation, c'est demander une intervention de l'Etat pour prévenir et au besoin réparer les dégâts de la marchandisation de la faim. Et contrairement à ce que nous avons tendance à penser, ce droit doit être défendu dans les pays occidentaux autant qu'ailleurs. En effet, nous n'avons pas plus la maîtrise de notre alimentation que les pays du sud.

PRODUCTION LOCALE

Pour commencer, la situation des agriculteurs et agricultrices suisses ne fait pas tellement rêver. Elles/ils bénéficient de subventions directes et indirectes, mais leurs revenus restent en grande partie indépendants des prix à la consommation. Alors que l'agriculture a satisfait ces dernières années dans une large mesure les attentes de la société en ce qui concerne la dimension écologique, la situation s'avère moins réjouissante en ce qui concerne la dimension économique et sociale. Depuis 1990, les agriculteurs ont vu le rendement de leurs produits baisser d'environ 25%, alors que les prix à la consommation des denrées alimentaires ont augmenté pendant la même

période d'environ 15%. Depuis 1990, les moyens de production agricoles ont également renchéri de 7%. Les revenus de l'agriculture stagnent à un bas niveau, et l'écart s'est encore creusé par rapport aux revenus comparables dans les autres secteurs de l'économie. L'objectif prioritaire consiste donc à renforcer la situation économique du secteur agricole, car seul un bon équilibre entre les trois domaines économique, écologique et social permettra à l'agriculture suisse de garder à long terme son rôle dans la production alimentaire.

BREVETER L'ALIMENTATION

Par ailleurs, notre petite victoire nationale sous la forme d'un moratoire sur les OGM ne doit pas nous leurrer sur les effets du brevetage des semences en ce qui concerne la production mondiale et ses conditions. Jour après jour, les paysans du monde entier s'appauvrissent à coup de procès des firmes industrielles cherchant à rentabiliser au maximum leurs brevets et par la diminution de la productivité des récoltes génétiquement modifiées. Et la dissémination contraint des pays qui avaient interdit les

A gauche toute?

La montée du parti de la gauche Die Linke provoque un séisme au sein de la politique allemande. Le Parti social-démocrate (SPD) oscille entre attaques frontales et tentatives de rapprochement avortées à l'égard de cette formation co-dirigée par son ancien patron.

Le symbole est fort. Ces prochaines semaines, le SPD comptera pour la première fois de son histoire moins de membres inscrits que l'autre grand parti populaire, les démocrates-chrétiens (CDU) qui est également en perte de vitesse. Au même moment, la nouvelle formation de gauche *Die Linke* issue de la fusion du Parti du socialisme démocratique (PDS) et de la plateforme de la gauche des Etats fédéraux (*Länder*) de l'ancienne République fédérale, la WASG, voit ses rangs se remplir.

SOCIAL-LIBÉRALISME SCHIZOPHRÈNE

La montée en puissance de ce nouveau parti provoque un véritable psychodrame au sein de la politique allemande. Deux accusations principales lui sont adressées. Premièrement, celle d'incarner une gauche stalinienne en raison de la présence dans ses rangs d'anciens communistes ouest-allemands et de militants ayant jadis fait partie du parti unique de la République démocratique allemande (RDA), le SED. Les grands médias, la plupart des dirigeants du SPD et ceux du CDU entendent ainsi ralentir la progression du potentiel électoral et du poids politique de *Die Linke*, dont les intentions de vote atteignent désormais plus de 10% suite à ses récentes victoires électorales.

Pour le SPD, l'enjeu est en effet de taille. Le succès de cette formation s'explique principalement par la galvanisation réussie de déçus d'un SPD coulé dans le moule social-libéral, de syndicalistes et d'activistes altermondialistes. Admettre que *Die Linke* est un parti à prendre au sérieux équivaldrait donc pour les épigones de Gerhard Schröder à reconnaître l'impasse dans lequel ils ont manœuvré le SPD. Ça serait aussi admettre que la rupture d'Oskar Lafontaine avec le SPD, social-démocrate de carrière jusqu'à sa démission avec

fracas du gouvernement Schröder, a contribué à l'affaiblissement sans précédent des héritiers de Kurt Schumacher et de Willy Brandt. Or, la haine à l'égard de l'ancien numéro 1 du SPD – jadis d'ailleurs plutôt une figure centriste du parti – est plus forte que toute réflexion politique. Et le dénigrement plus facile que le débat. «*Méfiez-vous de Lafontaine*» a ainsi déclaré le maire de Berlin, Klaus Wowereit, qui gouverne grâce à une coalition avec *Die Linke*. La schizophrénie social-libérale atteint ici un sommet.

POLITIQUE D'ALLIANCES?

La seconde accusation concerne le soi-disant populisme du nouveau parti de gauche dont l'orientation programmatique n'est que le fidèle reflet des positions socialistes de toujours: redistribution des richesses, renforcement des services publics et d'un Etat social fort, défense des droits des travailleurs. Ces points ont disparu de l'agenda du SPD, sauf quand ils sont brandis tels un étendard rappelant la Deuxième Internationale socialiste (1889-1914) par une partie des militants à l'occasion des congrès. Avec d'ailleurs un certain effet du moins en termes de positionnement public du SPD. En refaire la véritable base du travail politique quotidien des sociaux-démocrates est inconcevable pour les dirigeants du SPD, qui se retranchent derrière les prétendues contraintes de la mondialisation pour vendre le démantèlement des acquis sociaux.

Dans ce contexte, la politique d'alliance est un fiasco total. Incapable de devenir majoritaire sans l'appui de *Die Linke*, l'élite social-libérale semble visiblement convaincue que l'ostracisme de la gauche apportera des voix à droite. Aux déclarations tonitruantes de Kurt Beck, président du SPD, d'il y a quelques mois sur l'impossibi-



RASTAFABI

lité historique de travailler avec *Die Linke* a pourtant succédé, à la suite des élections dans le *Land* de Hesse, une volte-face: il n'est pas exclu de gouverner grâce à Lafontaine. Confronté à la levée de boucliers au sein de la classe dirigeante allemande, y compris dans ses propres rangs, et à la chute vertigineuse dans les sondages, Beck a fini par reculer. L'estocade finale est portée – la schizophrénie des

tenants d'une ligne social-démocrate atteint à son tour son sommet – par Andrea Nahles, ancienne secrétaire générale de la jeunesse socialiste et porte-parole de l'aile gauche du parti. Elle estime en effet qu'au prochain congrès d'automne du SPD, la prise de distance avec *Die Linke* doit être confirmée par les militant-e-s.

Philipp Müller

La Nouvelle-Zélande rachète ses chemins de fer

Par Dan Gallin

Le gouvernement travailliste néo-zélandais, dirigé par la première ministre Helen Clark, a racheté au début du mois de mai le réseau des chemins de fer du pays à Toll Holdings, une société australienne, pour 550 millions de francs. Les chemins de fer avaient été privatisés en 1993 par le gouvernement conservateur de l'époque et Toll Holdings les avait acquis en 2003 pour un tiers du prix de rachat actuel.

La privatisation des chemins de fer et la réduction des prestations qui a suivi ont été «une leçon douloureuse pour la Nouvelle-Zélande», selon le Ministre des Finances Michael Cullen. En effet, les propriétaires privés avaient graduellement réduit le transport des voyageurs en privilégiant les sociétés de transport routier qui leur appartenaient également. Les infrastructures ferroviaires, délabrées faute d'investissements, avaient déjà été renationalisées en 2002.

Selon Michael Cullen, le rachat du réseau au prix fort se justifie parce qu'il donne à l'Etat la possibilité de mettre en œuvre une politique des transports intégrée: le transfert du transport de la route au rail permettra de faire des économies ailleurs, notamment dans l'entretien du réseau routier et dans la protection de l'environnement.

L'attrape-nigaud de l'école en libre-service

Le débat sur le libre-choix de l'école, la mise en concurrence des établissements (publics ou privés) et le financement public de l'enseignement privé par des «bons scolaires» est lancé. Autour de quels enjeux?

Jean Christophe Schwaab,
député socialiste au Grand
Conseil vaudois.

Une motion libérale a été rejetée au Grand Conseil vaudois, une initiative passera en vote populaire à Bâle-Campagne et d'autres sont en préparation, notamment dans le canton de Vaud. Ces projets sont portés par la droite et des associations de parents d'élèves regroupés sous l'appellation *Lobby parents suisses*. Ils reçoivent parfois certains soutiens à gauche, à l'instar des Verts de Bâle-campagne, qui, sans soutenir l'initiative, n'en sont pas

...Permettre aux parents de choisir l'école de leur enfants casse le lien social...

moins des partisans déclarés du financement public de certaines écoles privées, ou de la socialiste zurichoise en mal de profil Chantal Galladé. Et les médias, friands de libéralisme (et qui se réjouissent certainement d'un juteux marché publicitaire), leur emboîtent le pas.

UNE ÉCOLE À DEUX VITESSES?

Les partisans d'une mise en concurrence des écoles prétendent vouloir diminuer les inégalités, même si beaucoup agissent en fait en sous-main pour améliorer les bénéfices d'un enseignement privé en pleine expansion. Ils martèlent que certaines écoles publiques, celles des quartiers à forte proportion d'immigrés notamment, sont mauvaises et condamnent leurs élèves à la médiocrité. Mais ils prétendent aussi que c'est l'école qui doit s'adapter aux besoins des parents et non l'inverse. Ceux-ci devraient pouvoir scolariser



leurs enfants en fonction de leurs désirs, par exemple de leurs convictions religieuses ou de leur mode de vie, par exemple à proximité de leur lieu de travail. Pour étayer leur thèse, ils brandissent le spectre d'une école à deux vitesses. L'école privée serait selon eux meilleure que l'école publique, et vu son prix, la majorité de la population n'aurait pas accès à la meilleure éducation. En outre, la carte scolaire ne serait qu'un carcan qui empêcherait les enfants de «s'échapper» d'une «mauvaise» école. Ils ne parviennent cependant jamais à démontrer que l'école privée dispense une meilleure éducation que l'école publique; les faits ont d'ailleurs plutôt tendance à démontrer le contraire. En outre, ils taisent que la mise en concurrence des écoles et le subventionnement du privé ne ferait que priver l'école publique des moyens dont elle a besoin, notamment pour des mesures d'intégration des migrant-e-s ou d'encadrement des élèves en difficulté.

LE LIBRE CHOIX DANS LA PRATIQUE

Quoi qu'il en soit, le libre choix de l'école ne peut qu'aboutir à un renforcement des inégalités sociales. C'est en tout cas ce qui se passe dans les

pays où il est appliqué. Ainsi, le système scolaire belge est, selon l'étude PISA, celui où le niveau de formation des parents a le plus d'influence sur celui de leurs enfants. C'est aussi celui où la liberté de choix est la plus vaste. Et, aux Pays-bas, un libre choix généralisé aggrave la ségrégation sociale, particulièrement entre indigènes et migrant-e-s. Dans ces deux pays, l'enseignement religieux est majoritaire à l'école primaire. Le libre choix mène fatalement à une concentration des «meilleurs» élèves dans les «meilleures» écoles. Qui, mécanismes du libre marché obligent, peuvent augmenter leurs tarifs et durcir la sélection, aggravant encore un peu plus les inégalités. Les partisans du libre choix s'appuient aussi souvent sur l'exemple finlandais, pays champion du hit-parade PISA, où le libre choix y est théoriquement total. Mais ils taisent que, dans les faits, il n'y est pas du tout appliqué.

APPRENDRE À VIVRE EN COMMUNAUTÉ

Le libre choix nie en outre une des missions fondamentales de l'école républicaine: Si tous les enfants d'un même quartier ou de la même commune fréquentent le même établissement, quelles que soient

leur origine, langue maternelle ou culture, ils apprendront à vivre ensemble, à se respecter, à collaborer, bref, à vivre en démocratie. Permettre aux parents de choisir l'école de leur enfants (et d'en changer aussi souvent que cela leur chantera) casse ce lien social et mènerait à un système éducatif segmenté, où chacun ne fréquente que les gens de son milieu et, pourquoi pas, de sa religion ou de son bord politique. Le libre choix de l'école nuirait donc aux objectifs de laïcité, de neutralité confessionnelle et politique de l'enseignement obligatoire.

SUR LE DOS DU PERSONNEL

Le libre choix de l'école a enfin un effet négatif sur les conditions de travail du personnel enseignant. La mise en concurrence ne peut qu'entraîner une pression sur les salaires, chacun voulant offrir le meilleur prix. En outre, une croissance de l'enseignement privé aux dépens du public signifierait pour beaucoup d'enseignant-e-s l'abandon du statut du personnel de l'Etat pour des contrats de droit privé. Le libre choix de l'école et l'inévitable effet de mode qui en découlerait ne manqueraient enfin pas de forcer les enseignant-e-s à changer fréquemment de lieu de travail comme d'élèves, au gré du succès de l'une ou de l'autre école. Mode qui rendrait au demeurant la planification scolaire fort ardue, car les autorités ne pourraient plus se baser sur les naissances pour prévoir les bâtiments à construire et le personnel à engager; ils devraient aussi tenir compte des effets de modes, de la bonne ou mauvaise réputation d'une école (ainsi que de ses voisines) et risquer de voir leurs investissements devenir obsolètes du jour au lendemain.

Vaud: quel bilan tirer de la campagne syndicale sur Decfo/Sysrem?

Au moment où le Conseil d'Etat et un «syndicat» parviennent à un accord dans la fonction publique vaudoise, Pages de gauche tire le bilan de l'action syndicale.

Par Romain Felli,
rédacteur à Pages de gauche
et syndiqué SSP

Le 2 juin dernier, le Conseil d'Etat vaudois et la Fédération des sociétés de fonctionnaires (FSF) ont annoncé qu'ils étaient parvenus à un pré-accord dans le cadre de l'introduction d'un nouveau système salarial à l'Etat de Vaud: Decfo-Sysrem. Ceci marque la volonté de la FSF de signer rapidement un accord final engageant l'ensemble de la fonction publique. Les deux autres syndicats, SUD et le SSP restent farouchement opposés au projet, malgré les quelques avancées obtenues sous la pression de la rue lors de la plus grande grève de la fonction publique vaudoise le 31 janvier dernier. Il semble dès lors intéressant de tirer le bilan de la mobilisation syndicale autour de cet enjeu.

DIVISER POUR RÉGNER

Premièrement, le Conseil d'Etat a su lier habilement l'introduction d'un nouveau système de description et classification des fonctions (decfo) avec des négociations salariales (sysrem) portant sur des fonctions oubliées depuis trop longtemps (institutrices, etc.) Les augmentations importantes obtenues par certaines fonctions sont justes et nécessaires, mais le Conseil d'Etat a su instrumentaliser ces demandes légitimes pour faire passer un projet faisant perdre (et beaucoup) à d'autres collègues.

Deuxièmement, sans surprise, mais de manière habile, le Conseil d'Etat a su jouer la division corporatiste en opposant les professions. Par exemple, les maîtres de gymnase ont été stigmatisés dès le départ comme les seuls «perdants» du système. La mobilisation a montré que beaucoup d'autres fonctions étaient concernées. Dès lors que la FSF est le

maillon faible du dispositif syndical, il s'est agi pour le Conseil d'Etat de faire quelques concessions en direction des professions représentées par la FSF (par exemple le maintien de primes pour les policiers) afin de convaincre celle-ci de signer rapidement un accord. Certains gestes ont aussi été faits en direction des secteurs les plus mobilisés comme par exemple dans la santé. Quoiqu'il en soit, la FSF a accepté un pré-accord alors que plus du tiers des employé-e-s de l'Etat (11 000 personnes) ne connaissent pas leur situation dans le système à venir.

NE PAS PARLER DES SUJETS QUI FÂCHENT

Troisièmement, les syndicats n'ont pas réussi à imposer de négociations sur «decfo». Seul le SSP, d'ailleurs, a véritablement porté cet enjeu. Il s'agit pourtant de la manière de classer l'ensemble des fonctions de l'Etat. La pondération des différents critères retenus pour classer les fonctions (formation et pénibilité du travail mais surtout capacités de gestion, d'adaptation, de flexibilité, de direction, etc.) n'a pas pu être discutée. Il s'agit là d'une grave défaite pour le mouvement syndical, et l'absence d'une possibilité de démocratie économique: les salarié-e-s n'ont pas eu leur mot à dire pour discuter de leurs conditions de travail et de la manière de les classer afin de les rémunérer. La «boîte noire» «decfo» réserve probablement encore des surprises pour les années à venir. La gestion «technocratique» du personnel (sans s'illusionner sur la méthode précédente) a donc remporté une bataille décisive dans ce conflit.

Quatrièmement, cette mobilisation, malgré ses échecs, a quand même permis de relégitimer la grève comme moyen d'action et a montré que la mobilisation payait. L'argent supplé-

mentaire obtenu (les 80 millions sur cinq ans) et les concessions sectorielles l'ont été après la grève et la manifestation du 31 janvier. Néanmoins l'absence de volonté de prolonger le mouvement de la part de la FSF a empêché de poursuivre cette dynamique gagnante. De plus, et de manière incompréhensible, l'autorisation de faire grève a été refusée aux syndicats qui la demandaient le 21 mai. Une action en justice est en cours à ce propos.

Cinquièmement, le Conseil d'Etat a réussi à dicter son rythme et son agenda dans cette négociation. Après l'énorme mobilisation du 31 janvier, qui mettait les syndicats en position de force, le Conseil d'Etat a habilement joué la montre et enterré les négociations pendant près de deux mois, ce qui a fait mourir la mobilisation.

ENGAGEMENT SOCIALISTE

Finalement, un dernier élément, qui n'est pas négligeable, est l'engagement personnel des conseillers d'Etat socialistes Pierre-Yves Maillard et Anne-Catherine Lyon. Pour avoir été présent aux assemblées générales, je peux témoigner que leur position (surtout celle du premier, ancien syndicaliste) importait véritablement aux travailleuses et travailleurs de la fonction publique qui leur accordent une grande confiance. Lors du début de la mobilisation (avant la grève du 31 janvier), l'idée dominante était que les conseillers d'Etat de gauche se désolidariseraient du projet du Conseil d'Etat une fois que la mobilisation aurait gagné en

ampleur. Cela n'a pas été le cas, et c'est même l'inverse qui s'est produit, puisque les socialistes ont continué de participer à la délégation du Conseil d'Etat et ont fermement appuyé le projet, une fois certaines concessions arrachées (les fameux «80 millions»). Cet appui a été interprété, à tort ou à raison, par une grande partie des collègues (et notamment les organes dirigeants de la FSF) comme le signe que ce projet était le maximum que l'on pouvait obtenir. Ce soutien à Decfo-Sysrem me semble expliquer en partie la position de la FSF et surtout la très faible mobilisation des collègues lors des manifestations du 15 mai et surtout du 21 mai (à peine quelques centaines de collègues présents). Ce qui n'exonère pas Sud et le SSP d'une réflexion sur leur capacité à mobiliser sans la FSF autour d'un tel enjeu.

Ces différents éléments devront être gardés en mémoire pour les luttes futures à mener. Ils soulignent tous la nécessité d'un syndicalisme de combat et interprofessionnel, qui défende une certaine idée du service public et non pas un simple groupement corporatiste d'intérêts face à un patronat qui sait où il va.



MARC GIGASE

Teen city à la recherche de l'adolescence

Le refrain sur l'adolescence est connu: période entre l'enfance et l'âge adulte, entre innocence et responsabilité, elle fascine les adultes d'aujourd'hui. Cet intérêt se retrouve dans l'art, et la photographie en particulier, depuis plusieurs décennies. Après le travail des pionniers comme Larry Clark, une exposition sur le sujet était-elle nécessaire?

Qu'est-ce qu'un-e adolescent-e? Il n'existe aucun consensus autour de critères sociaux, psychiques ou biologiques qui permette de le définir. Et pourtant les adolescent-e-s forment un groupe social spécial dans notre société occidentale. Je ne proposerai pas de définition et préfère essayer de comprendre ce que la figure adolescente représente et comment cela transparait dans les travaux des différent-e-s artistes exposé-e-s au musée de l'Elysée jusqu'au 26 octobre 2008.

Dans l'ensemble, les œuvres exposées appartiennent à la toute dernière génération de photographes et se ressemblent donc par leurs grands formats couleurs et haute définition de l'image, qui donnent cette apparence si «réaliste», caractéristique des élèves de l'école contemporaine. Dans le cadre de la thématique en jeu, cela crée un effet bienvenu de perspective large et contextualise les sujets. Ainsi l'importance du milieu est-elle soulignée, car l'adolescent-e évolue et

se construit par rapport à ses pairs et les limites imposées. La série de Raimond Wouda dans les espaces scolaires est une parfaite illustration de ce phénomène.

L'adolescence est un moment de construction identitaire où les oscillations entre volonté de se fondre dans la masse et s'en démarquer alternent. Les démarches présentées dans l'exposition sont à l'image de ces mouvements. Nous trouvons à la fois des portraits très intimes et «originaux» et à la fois des perspectives plus globales montrant l'anonymisation. Les expériences communes jouent un rôle primordial dans l'intégration à un groupe spécifique. Ainsi l'assignation violente à « son » sexe que chacun-e subit se retrouve dans plusieurs des travaux. Plusieurs artistes ont choisi de suivre et représenter un individu en particulier, à différents âges, dans plusieurs situations, essayant de capter le moment où l'adolescence se montre. Devons-nous y voir une tentative d'illustration du processus

SAVARY



de construction personnelle, le particulier comme image de l'universel?

Mais d'où vient le trouble des adultes au sujet de l'adolescence? Il est quand même étonnant que cette période intrigue autant alors que chaque personne adulte l'a connue. Doit-on comprendre cet intérêt pour de la nostalgie ou est-on vraiment amnésique et impressionné-e par tant d'étrangeté? La figure adolescente représenterait un univers de rêves et d'espairs, où les responsabilités et les pressions de toutes sortes semblent inconnues. Comme si « avant » nous étions plus « nous », cherchons-nous notre être essentiel et non perverti par le vilain monde des adultes? Ce qui est évidemment discutable, l'adolescent-e étant aux prises avec moult contrain-

tes extérieures. Dans une société libérale où chaque individu est responsable de son destin, le rappel d'une figure consciente mais innocente, qui n'a pas encore incorporé tous les codes et toutes les normes exigées par un système capitaliste et patriarcal qui cherche à nous mettre au pas, jouerait-il un rôle libérateur et subversif?

Réfléchir à cette période de vulnérabilité entre fiction et réalité permet d'interroger les circonstances qui ont forgé nos opinions et nos valeurs, tout en (re)mettant en question nos sentiments d'appartenances identitaires. Une exposition qui vous donne ainsi l'occasion d'examiner votre propre expérience en cherchant ce qu'il y a de « véritablement adulte » en vous.

Stéphanie Pache

POUR EN SAVOIR PLUS

Teen City, musée de l'Elysée, 15 juin au 28 octobre 2008

WWW.ELYSEE.CH

A voir aussi

Musée d'ethnographie de Neuchâtel, La marque jeune

Exposition du 28 juin 2008 au 1^{er} mars 2009 WWW.MEN.CH

L'exposition aborde les relations complexes entre la jeunesse, la contestation et la consommation. Elle interroge le discours d'insécurité actuel à l'aune des événements survenus depuis les années 1950. Elle souligne l'importance paradoxale des figures et des rites de la révolte non seulement sur le plan de la consommation culturelle mais également sur celui de l'intégration sociale.



POUSSIER

Salvador Allende: Une pensée politique pour notre temps

Salvador Allende aurait eu 100 ans en 2008. Retour sur sa pensée et son action politique avec un extrait de la conférence donnée le 31 mai à Lausanne par Jacques Chonchol, ex-Ministre de l'agriculture de l'Unité populaire chilienne.

Lors du centenaire de la naissance de Salvador Allende, cette année, on entendra beaucoup parler de lui. Le souvenir du président Allende fait aujourd'hui encore peur aux dirigeants du monde capitaliste. Il fut président du Chili entre 1970 et 1973 à la tête d'un gouvernement socialiste qui s'est engagé dans ce qu'on appelle «l'expérience chilienne au socialisme». Le programme du gouvernement d'Unité Populaire proposait la transformation profonde des structures, économiques et sociales, du capitalisme chilien. Ce processus politique majeur prétendait quitter la tutelle étrangère et augmenter la redistribution du revenu national, s'inscrivant dans les longues luttes sociales de l'Amérique latine pour sa démocratisation avec la participation active des couches populaires et de la grande masse des travailleurs de la ville et de la campagne. Un processus politique interrompu violemment par la sanglante dictature militaire de Pinochet en 1973.

UN PROGRAMME DE TRANSFORMATION

Salvador Allende fut un grand acteur dans la lutte pour la justice sociale et la démocratisation de la société chilienne. Pendant son gouvernement, la Réforme Agraire est approfondie dans l'objectif d'en finir avec le latifundio. Plus de 6 mio. d'hectares de terres sont expropriées au bénéfice de plus de 100'000 familles. Les conseils paysans participent activement à l'élaboration et à l'application des politiques agraires. Les mines de cuivre, de charbon, de salpêtre, le secteur bancaire et l'industrie textile sont nationalisés. La production industrielle augmente de plus de 10% chaque année, grâce à la participation active des travailleurs. Les salaires sont revus à la hausse et le niveau de vie de la population s'améliore considérablement.



Suite à une vaste campagne nationale, l'analphabétisme est éradiqué. Une nette amélioration des conditions de travail, de logement et de l'alimentation font plonger le taux de mortalité infantile. Un grand plan de logement populaire est lancé et de nombreuses écoles primaires et secondaires furent créées. Dans la politique culturelle, la maison d'édition *Quimantú* fut mise en place avec des collections comme «*Quimantú pour Tous*» et «*Les Cahiers d'Éducation Populaire*». Avant 1970, les publications ne dépassaient pas les 3000 exemplaires, en 1972 elle atteignent les 50.000 exemplaires.

LA RÉACTION À L'ŒUVRE

Face à ces réformes démocratiques fondamentales, la droite, la bourgeoisie et l'armée prennent peur et, avec l'appui de la CIA et des entreprises multinationales yankee, conspirent ouvertement contre le gouvernement démocratique et socialiste instauré par le peuple en 1970. La conspiration putschiste se prépare pas à pas, dans l'obscurité, jusqu'à sa réalisation, le 11 septembre 1973. Le trahison de Pinochet aboutira au sanglant coup d'Etat, préparé et soutenu par le gouvernement des États-Unis. Le palais de la Moneda

est bombardé et pris d'assaut par le feu et le sang. Le président Allende résiste, pendant de longues heures, aux côtés d'autres combattants révolutionnaires. Finalement, cette mémorable bataille pour la défense de la démocratie et des idéaux socialistes est perdue, mais le président reste fidèle, jusqu'au bout aux idéaux de justice sociale et d'indépendance nationale. Le président Allende s'est-il suicidé ou est-il mort au combat? Aucune preuve sérieuse n'a pu déterminer la vérité, par contre ce qui est sûr, c'est que la prétendue mitrailluse offerte par Fidel Castro avec laquelle il aurait mis fin à ses jours n'est qu'un mythe inventé de toute pièce par les militaires fascistes.

QUEL HÉRITAGE?

Le centenaire de la naissance de Salvador Allende est l'occasion de réfléchir sur son héritage politique, car nous nous trouvons face à un homme aux convictions humanistes profondes qui incarne la possibilité réelle de changer la société et les rapports économiques où le socialisme se réalise en actes et pas seulement en paroles, enracinés profondément dans le mouvement ouvrier. Les travailleurs s'organisent sur leurs lieux de travail, développent de manière autonome

des demandes et des revendications politiques. Il a été un visionnaire qui a proposé un modèle de société socialiste alternatif avec l'appui d'un vaste modèle social pour sa réalisation. Personne ne peut revendiquer l'exclusivité de son héritage, il appartient à tous les travailleurs du monde: il a promu la culture populaire. En cette année du centième anniversaire de sa naissance, le monde à certes beaucoup changé depuis les années 1970. Or, les enjeux auxquels s'est vu confronté son gouvernement et la gauche chilienne de l'époque sont restés les mêmes.

La dictature militaire a été un terrain propice à l'expérimentation économique arrivée directement de Washington avec les *Chicago Boys* de Milton Friedman. Ce modèle économique néo-libéral, ou de darwinisme économique, cette culture du chacun pour soi, imposés par les militaires pinochetistes par la torture et la mort représentent un danger pour la stabilité politique et la paix sociale du pays. Malheureusement, les gouvernements démocratiques post-dictature restent prisonniers de la Constitution pinochetiste et de son modèle néolibéral, malgré les pressions de plus en plus fortes de la société civile. [Sur ce sujet, cf. *Pages de gauche* n°60]

Nous avons le devoir de nous inspirer de la figure de Salvador Allende pour récupérer la conscience sociale permettant d'avancer dans le rôle d'avant-garde joué par les artistes et les intellectuels pour réaliser le rêve d'une culture démocratique, participative et de transformation sociale.

Le combat pour la justice sociale, la liberté et l'espoir d'un monde meilleur sont toujours un thème d'actualité.

Propos recueillis et adaptés par Ramon Vergara

Karl Polanyi (1886-1964)

«Le socialisme est au premier chef la tendance inhérente d'une civilisation à transcender le marché autorégulateur en le subordonnant consciemment à une société démocratique.»

Karl Polanyi (1944, 1^e édition). *La Grande transformation*. Paris : Gallimard, p. 302.

Anthropologue et économiste d'origine hongroise, socialiste, il est connu par son fameux ouvrage *La grande transformation*, dans lequel il critique l'avènement au 19^e siècle d'une économie régie par les seuls mécanismes du «marché autorégulateur» imposant sa logique de fonctionnement à l'ensemble de la société.



agenda

Du 17 au 28 juin

«*Les onze de Klapzuba*»
D'Eduard Bass,
un projet de Mar-
cela Salivarova et
Jean-Luc Bideau.
Représentations
à 20h30, sauf
jeudi à 19h00
et dimanche à
18h00, relâches
le lundi 23 juin,
Théâtre St-Ger-

vais, rue du Tem-
ple 5, Genève.
<http://www.sgg.ch/THEATRE/>

Du 4 au 12 juillet

Festival de la Cité.

Lausanne.
<http://www.festivalcrite.ch>

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Paroles appétissantes

Jonathan Swift, 1729, Modeste proposition pour empêcher les enfants pauvres d'être à la charge de leurs parents ou de leur pays et pour les rendre utiles au public

«J'en viens donc à exposer humblement mes propres idées qui, je l'espère, ne soulèveront pas la moindre objection. Un Américain très avisé que j'ai connu à Londres m'a assuré qu'un jeune enfant en bonne santé et bien nourri constitue à l'âge d'un an un mets délicieux, nutritif et sain, qu'il soit cuit en daube, au pot, rôti à la broche ou au four, et j'ai tout lieu de croire qu'il s'accommode aussi bien en fricassée ou en ragoût.

Je porte donc humblement à l'attention du public cette proposition: sur ce chiffre estimé de cent vingt mille enfants [pauvres], on en garderait vingt mille pour la reproduction, dont un quart seulement de mâles - ce qui est plus que nous n'en accordons aux moutons, aux bovins et aux porcs -, la raison en étant que ces enfants

sont rarement les fruits du mariage, formalité peu prisée de nos sauvages, et qu'en conséquence un seul mâle suffira à servir quatre femelles. On mettrait en vente les cent mille autres à l'âge d'un an, pour les proposer aux personnes de bien et de qualité à travers le royaume, non sans recommander à la mère de les laisser têter à satiété pendant le dernier mois, de manière à les rendre dodus et gras à souhait pour une bonne table. Si l'on reçoit, on pourra faire deux plats d'un enfant, et si l'on dîne en famille, on pourra se contenter d'un quartier, épaule ou gigot, qui, assaisonné d'un peu de sel et de poivre, sera excellent cuit au pot le quatrième jour, particulièrement en hiver.

Je reconnais que ce comestible se révélera quelque peu onéreux, en quoi il conviendra parfaitement aux propriétaires terriens qui, ayant déjà sucé la moelle des pères, semblent les mieux qualifiés pour manger la chair des enfants.»